

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 119 (1974)
Heft: 8

Artikel: Le principe de notre défense nationale est-il périmé?
Autor: Zermatten, Maurice
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343884>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue militaire suisse

Fondée en 1856 – Paraît tous les mois

Rédacteur en chef: Lieutenant-colonel EMG M.-H. Montfort

Rédacteur adjoint: Lieutenant-colonel EMG Frédéric de Mulinen

Administrateur: Major E. Juvet

Administration et édition:

Association de la Revue militaire suisse, 39, av. de la Gare, 1003 Lausanne, tél. (021) 20 31 51.

Chèques post. 10-5209 – Impression et expédition: Imprimeries Réunies S.A., 33, avenue de la Gare, Lausanne – Annonces: Permédia, département de Publicitas S.A. pour la presse périodique, 9-11, rue du Prince, 1211 Genève 3.

Permédia - 6002 Lucerne Hirschmattstrasse, 36 Tél. (041) 23 66 66

TARIF DES ABONNEMENTS: Suisse 1 an: Fr. 26.— Prix du numéro
Etranger 1 an: Fr. 32.— Fr. 3.—

Les abonnements partent du 1^{er} janvier et continuent jusqu'à révocation écrite.

Une durée intermédiaire n'est acceptée que l'année de souscription.

Le Principe de notre Défense nationale est-il périmé ?

I.

Je consigne d'abord le fait: au jugement d'un grand nombre de nos lycéens, de nos jeunes universitaires — et bien entendu de la plupart de nos jeunes gens tout court — que n'enfièvent pourtant pas les virus de la révolution, notre défense nationale est un principe périmé.

Ne l'oublions pas: la génération qui nous suit n'a connu la guerre que par ouï-dire. Bien entendu, des conflagrations sanglantes n'ont cessé d'affliger le monde depuis la fin de la catastrophe mondiale, en 1945, mais ces conflits, pour atroces qu'ils soient, perdent de leur virulence, à nos yeux, en raison même de leur éloignement.

Et *notre* guerre, je veux dire celle que nous avons pu tenir éloignée de nos frontières entre 1939 et 1945, parce que nous ne l'avons pas vraiment subie, prend avec le temps des couleurs presque fascinantes. Nos récits de mobilisation sont agréables à entendre. C'était presque le bon temps...

Le danger qui passait au-dessus de nous comme un souffle d'apocalypse, nous pouvons encore le sentir mais ceux qui nous écoutent ne

retiennent que notre satisfaction à raconter quelques longues marches parsemées de bons mots historiques; notre complaisance à rappeler des souvenirs qui nous sont chers efface l'ombre de la mort qui traversait pourtant notre ciel. Des drames, des tragédies que nous avons frôlés ne demeurent guère que d'heureuses images de camaraderie joyeuses, de faciles victoires en cours de manœuvres, d'instructives découvertes de notre territoire national. Et la guerre, nous y insistons avec raison, ce fut aussi pour nous une belle cohésion politique cimentée par le danger.

De toute manière, la guerre est déjà bien lointaine aux yeux de ceux qui nous suivent; pas seulement celle que nous avons connue; le manuel d'histoire est là pour nous rassurer.

Depuis la fin du XVIII^e siècle, nous n'avons plus rien à craindre de « l'étranger ». Et quant au Sonderbund, c'est bien simple: si nous n'avions pas eu d'armée, en 1847, nous n'aurions pas eu de guerre... Alors, supprimons l'armée qui pourrait tout au plus nous permettre de nous entre-tuer.

C'est bien en vain que nous opposons à cet optimisme que si les conflits armés depuis si longtemps nous épargnent c'est que, précisément, notre armée les a retenus à l'extérieur de nos frontières. On nous oppose des sourires: les temps ont changé. Admettons que nous ayons eu de la chance... Ce ne sont pas nos douze divisions, etc...

Nous avançons notre argument majeur: Dès le moment où l'un des belligérants nous attaque, l'autre devient notre allié... A quoi il nous est opposé que nous ne pouvons donc pas compter sur nous-mêmes. Alors, qu'importe le nom du vainqueur? Et ne ferions-nous pas mieux de choisir librement notre allié au lieu de nous le laisser imposer par les circonstances? Cela nous coûtera moins cher et sera plus efficace... — La Neutralité... Eh bien! Renonçons à notre neutralité puisqu'elle n'a plus de sens...

Ce n'est là qu'une esquisse de ces dialogues où tout le monde semble avoir raison, où chacun évite d'entrer dans les vues de l'autre. Nous sommes, nous, les aînés, forts de notre expérience d'une guerre évitée. Rien n'est moins convaincant parce que les situations changent et que la vie ne se répète jamais, dit-on. Nos fils ne sont pas tenus de nous croire. Et, ajoutent-ils, ce sont eux qui iraient à la guerre, c'est donc à eux de décider d'un avenir qui leur appartient. Aller à la guerre? Ils n'en voient point la nécessité.

La plupart, pour *s'éviter des ennuis*, acceptent, cependant, un strict minimum de sacrifices: rien de plus. Nous nous trouvons ainsi devant une résignation qui est déjà une paralysie. Que ferions-nous d'une armée sans enthousiasme, si peu convaincue de sa nécessité qu'elle ne pourrait aller qu'à des désastres?

Les jeunes gens ne sont pas seuls en cause. L'esprit public flotte dans les turbulences d'une situation politique internationale floue, changeante, mal définie. Nous savons la guerre possible: nous nous efforçons de n'y pas croire. Tous les signes qui peuvent nous rassurer, nous les accueillons comme des certitudes. Tant que la guerre massacre des Asiatiques et des Africains, nous la trouvons supportable. Un sursaut: les Egyptiens traversent Suez. Nous dressons les oreilles. Une conférence de la paix s'ouvre à Genève: nous laissons notre tête retomber sur l'oreiller. Aussi longtemps que la foudre ne tombe pas sur notre toit, nous écartons l'idée de l'orage.

A quoi bon, dès lors, pense le jeune homme qui sort d'apprentissage ou poursuit ses études universitaires, à quoi bon consacrer son temps à se préparer à faire face à des événements qui ne se produiront pas? Passe encore pour les impôts: ce sont les pères qui les paient. Mais cette corvée qui nous ferait perdre de longs mois si nécessaires à nos études? Les voix offusquées des parents se joignent souvent à celles des candidats à quelque école d'avancement pour faire valoir que voilà bien du temps gaspillé...

On parlait, il n'y a pas trop longtemps, de *l'honneur de servir*. C'est un terme qu'il ne faut plus prononcer. Il appelle la raillerie.

Ecoutez, lisez: l'opinion publique, si elle ne se cabre pas encore tout à fait contre les charges militaires, les tient néanmoins de plus en plus pour inutiles, improductives, et cette stérilité paraît d'autant plus condamnable que de bons sentiments, portant l'estampille du christianisme le plus vénérable, nous invitent à secourir ces centaines de millions de miséreux dont notre planète est encore affligée. N'est-il pas réconfortant de penser que, pour justifier son égoïsme face aux exigences de notre DN¹, on se réclame d'un haut idéal humanitaire? Tuons le remords en parlant charité. Nous opposons ainsi à la barbarie évidente de la guerre la lucidité d'une civilisation fraternelle. Nous

¹ Défense nationale.

transformons les canons, les chars, les avions de combat en protéines nécessaires au développement de l'humanité. De quel côté sont l'esprit, l'intelligence, le cœur? La morale, enfin, qui nous défend de tuer, qui nous presse, au contraire, d'aimer, de secourir le prochain. Faut-il être sourd pour ne pas entendre ces voix généreuses?

Il n'est pas jusqu'à la très noble culture qui ne soit mobilisée contre la défense militaire de la patrie. Et de bien des façons. Le moindre petit tâcheron de la peinture, de la musique ou de la littérature s'excite à la pensée qu'avec le prix d'un avion de combat on aurait pu construire une maison où les intellectuels du coin pourraient construire un monde de haute valeur intellectuelle. Là seraient diffusés les enseignements de la plus noble pensée humaine. Oui, pour le prix d'un avion, foi d'expert en culture.

Allons prouver qu'un tel raisonnement est spécieux, que, pour promouvoir la culture, il faut d'abord assurer au pays la liberté dans l'*indépendance politique et spirituelle*; et que toute véritable culture repose d'abord sur une vision cohérente de la *dignité humaine*, que cette dignité n'est garantie que si l'ordre règne dans le pays. Indépendance à l'égard de l'étranger; ordre à l'intérieur du pays: voilà définies les deux tâches d'une armée comme la nôtre. C'est bien elle, en définitive, qui nous permet de nous affirmer dans la libre expression de notre propre génie. Raisonnement anté-diluvien, sans doute.

Ce qu'oublient ces jeunes, dont on mesure bien l'impatience devant un monde qui ne ressemble pas au monde idéal qu'ils ont rêvé, c'est que le mal, c'est-à-dire la guerre qui en est l'une des expressions collectives les plus atroces, est en chacun de nous comme le ver dans un fruit. Combattre la guerre c'est d'abord mettre en place des institutions, des lois, qui assurent l'ordre dans la justice. Il y a donc des priorités dans les tâches de civilisation.

Dans cette perspective qui est celle de la *réalité* non du rêve adolescent, non du souhaitable, l'économie passe avant la philosophie et le divertissement. Il n'échappe à personne qui possède la moindre expérience de la vie que la plus haute politique est étroitement solidaire d'une force qui peut la soutenir, au besoin l'imposer. Une armée sans politique, c'est l'ordre du bâton et du sabre; mais une politique sans armée n'est qu'une chimère. Toute l'histoire le prouve et d'abord ce petit combat

de Morgarten où l'on voit une poignée de montagnards assurer par les armes l'existence d'une liberté qu'ils acceptaient de payer de leur vie, parce qu'il n'y a pas de dignité humaine dans la servitude.

Notre simple instinct de conservation devrait nous le faire comprendre à l'heure où nous voyons échouer sous nos yeux toutes les conférences dites de *désarmement* collectif. La plus récente des guerres n'est-elle pas là pour nous prouver que l'homme n'a pas changé, que les communautés ne peuvent compter que sur elles-mêmes pour survivre en face d'autres communautés impérialistes. La culture est l'un des plus hauts bienfaits de la paix qu'il convient, aujourd'hui comme hier, d'assurer par la force.

Que vaudrait un *droit* que l'on se contenterait de défendre en paroles, en agitant les articles des conventions internationales? La force seule peut garantir le droit, dans l'état actuel de l'humanité. L'oublier c'est abandonner l'avenir à ceux qui le manipuleront au gré de leurs intérêts ou de leur folie.

Je ne voudrais pas que l'on me fasse dire, en des interpolations dont je sais d'expérience quel degré de malhonnêteté intellectuelle elles peuvent atteindre, qu'une caserne est plus importante qu'une école; ou qu'un violoncelle a moins de valeur qu'un fusil d'assaut. Ce sont là des comparaisons absurdes et une façon bien peu raisonnable de poser les problèmes.

Que l'émotion née du violoncelle ait une plus haute qualité que celle qui naît du maniement des armes à feu, nous en témoignons tous en nous efforçant de maintenir notre pays dans un état de liberté, dans un état de dignité, qui seul permet l'organisation des concerts où le violoncelle triomphe.

Si bien que cette apparence de *stérilité* que nous impose toute dépense militaire, en argent, en temps, en énergie, ne doit pas nous abuser.

Il reste qu'il n'est pas facile d'en persuader la jeunesse. Tout lui a été facile et tout lui semble installé dans la paix à jamais. Depuis bientôt trente ans, elle ne trouve devant elle que des portes ouvertes. Ce qui fait qu'elle ne mesure pas le prix de sa chance. Elle la croit gratuite et définitive.

Qu'un jour, à nouveau, sonne le tocsin de la guerre: combien seront-ils à demander à ceux qu'ils raillaient la veille comment il faut s'y prendre pour l'éloigner de notre pays? Ayant refusé toute solidarité

dans la préparation d'une défense collective, ils seront les plus amers en cas d'échec, accablant les militaires qui n'auront pas su éviter les catastrophes.

Dans cet inventaire de nos doutes, n'oublions pas ceux qui naissent de nos réelles faiblesses. Les progrès fulgurants des techniques de destruction ne sont pas de nature à nous rassurer. Nous savons qu'existent des engins terrifiants et nous ne les possédons pas. Nos moyens sont fort limités; l'exiguïté de notre aire nationale n'est pas faite pour nous donner confiance en des manœuvres stratégiques qui nous permettraient d'épuiser un puissant agresseur. Nous connaissons les limites de nos effectifs de combat.

De là à tirer la conclusion que notre armée n'a plus sa raison d'être il n'y a qu'un pas que l'ignorance franchit encore plus allégrement que la raison.

Combien d'exemples, et des plus récents, qu'ils nous viennent de l'Algérie ou du Vietnam, n'attestent-ils pas que, quand un pays veut vivre, quand il le veut avec passion, quand chaque motte de terre est défendue avec l'âpreté de l'amour, il finit toujours par triompher.

Les armements les plus perfectionnés, les méthodes de guerre les plus scientifiques ne signifient point que les petits pays doivent se considérer perdus lorsque le rapport des forces leur est par trop défavorable. Sans même entrer dans des considérations topographiques dont on connaît assez la valeur, nous pouvons raisonnablement prétendre que si nous le voulons de tout notre cœur et de toute notre énergie nous pouvons échapper à l'anéantissement, quel que soit notre agresseur. Ce ne sont pas des vues de l'esprit. La certitude nous en est donnée par des exemples que nous avons sous les yeux.

Mais c'est définir du même coup la valeur d'une *détermination morale* que rien ne devrait entamer.

Or, un séduisant mysticisme de la non-violence, de plus en plus, se mêle à l'égoïsme et à des idéologies désagrégeantes pour affaiblir, précisément, cette détermination d'un peuple qui savait de quel prix il devait payer sa sécurité. C'est le périlleux honneur d'une démocratie de devoir respecter la liberté de ceux qui ne craignent pas d'en priver les autres. Je ne veux pas faire ici le procès des ennemis déclarés de la DN. C'est affaire des tribunaux. Je pense seulement à des consciences généreuses qui ont pris au sérieux leur devoir de fraternité mais l'estiment inconciliable

avec une guerre même juste parce que fondée sur le principe absolu de la légitime défense. Tout a été dit sur cette ligne de séparation qui laisse d'un côté ceux qui font l'Ange, et de l'autre tant d'hommes non moins conscients des horreurs de la guerre mais qui choisissent de la combattre les armes à la main. Pour en éviter les pires effets.

La dialectique est fort bien aiguisée de ces angélistes qui se donnent naturellement le beau rôle. Ils oublient seulement le rude bon sens de Pascal. Qui veut faire l'Ange fait la Bête, et c'est malheureusement se tromper que considérer l'homme comme étant bon, une fois pour toutes. Si c'était le cas, la préparation à la guerre ne serait que l'acte répréhensible de marchands de canons et de politiques ambitieux. Rhétorique si percutante que presque plus personne n'ose se dire franchement déterminé à défendre jusqu'au sacrifice total le sol de la patrie. Dans une classe de lycéens de 20 ans, c'est presque en cachette que l'un d'entre eux ose avouer qu'il aimerait à devenir officier.

D'autres refus viennent de considérations à peine moins utopistes; elles découlent d'une vue idéalisée à souhait de la société de demain. Ces braves jeunes gens reconnaissent pleinement le droit de la Suisse à une existence nationale. Ils ne versent pas dans les utopies universalistes ni dans le rêve rousseauiste de ceux qui veulent refaire le monde au fond des bois. Patriotes, même, ils rendent hommage à la chaîne héroïque de nos ancêtres qui nous laissèrent un pays ordonné et prospère. Mais, pensent-ils, *les droits* ne se défendent plus par les armes. L'humanité a passé le cap des règlements de conflit par la force. En cette fin du XX^e siècle, il appartient aux Juges, aux Tribunaux d'arbitrage, aux institutions internationales d'assurer la paix du monde...

Comme nous voudrions qu'ils aient raison!

La moindre attention donnée à la réalité de l'histoire la plus proche, ne nous accable-t-elle pas d'une douloureuse déception? Les *faits* nous contraignent à la même vigilance qui contraignait nos pères et nos aïeux. Le rêve de Wilson est un noble témoignage de grandeur humaine. Vingt ans après qu'un grand nombre de nations eurent pris l'engagement solennel de respecter les *quatorze points* d'un programme enthousiasmant, puisqu'il devait assurer à jamais la paix du monde, oui, vingt ans après, éclatait la plus monstrueuse tuerie dont l'humanité ait jamais été la victime. La victime et le bourreau, disons-le pour être juste, car c'est bien elle qui se met le couteau sur la gorge.

Du moins allait-on, en 1945, cependant que l'on dénombre près de quarante millions de cadavres, sur terre et dans les fonds des mers, sur les champs de batailles et sous les ruines des villes détruites, dans les fours crématoires et dans les fosses communes des camps de concentration, oui, du moins allait-on, en 1945, comprendre que l'heure était venue de renoncer à jamais à la guerre dont l'odieux visage d'ogre grimaçait, sanglant, au-dessus de la planète! On reconduisit, sous des formes quelque peu nouvelles, les conventions de 1919.

Et qu'avons-nous vu? Une succession ininterrompue de nouvelles guerres, « marginales », on le veut bien, mais d'une cruauté toujours aussi barbare, d'une absurdité toujours aussi évidente, et chacune d'elles menaçant de dégénérer en conflit généralisé.

Nous remarquons encore qu'aucune d'elles ne règle rien que très passagèrement, ce qui fait qu'à peine interrompues, elles menacent de se rallumer parce que les braises fument encore sous les décombres.

Que voyons-nous, aujourd'hui, sous nos yeux? D'immenses nations armées jusqu'aux dents qui s'espionnent de jour et de nuit avec une ardeur féroce cependant que leurs chefs d'état célèbrent leurs rencontres sur les aérodromes par des baisers sur la bouche. Le match aura-t-il lieu entre les poids lourds? Ce qui les retient? L'abominable *équilibre de la terreur*. Qu'il se rompe, et la terre sera bousculée jusqu'en ses fondements.

Certes, les bonnes volontés ne manquent pas, ni la lucidité qui analyse les dangers mortels que nous courons. Le Prix Nobel de la Paix récompense les négociateurs qui signent des compromis savamment dosés. Mais qui, en toute bonne foi, oserait parier aujourd'hui sur une paix universelle de quelque durée? On voit battre de l'aile l'une après l'autre ces grandes conférences qui, ouvertes au printemps, agonisent l'automne dans l'indifférence générale. Elles se donnent pour tâche, par exemple, de désarmer le monde. A peine a-t-on osé se réjouir que se déchire en quelque coin de la planète le voile des hypocrisies et des illusions.

Alors, nous?

Généreuse jeunesse qui s'efforce de croire que l'homme s'est amendé, qu'il est devenu meilleur, plus intelligent, plus sage, ou simplement plus peureux!

N'est-il pas obligatoire de constater que la guerre reste menaçante et possible? L'énergie que nous dépensons chaque jour à défendre nos intérêts, fussent nos voisins en souffrir, atteste malheureusement de l'incapacité où nous sommes de vivre en paix dans notre petite maison. Supprimons la guerre, il est temps, mais commençons par la supprimer dans notre cœur!

— Voilà qui nous convient! affirment ceux qui nous incitent à renoncer à notre armée, ces belles âmes qui prêchent la paix universelle et dont les caves clandestines s'emplissent d'armes volées chez les armuriers et dans nos arsenaux.

— La Suisse doit donner l'exemple! ajoutent d'autres contempteurs de notre DN. La grandeur morale de son renoncement à toute entreprise de défense traditionnelle convaincra les peuples, en tout état de cause, de notre droit à l'existence!

Le pari ne manque pas d'être séduisant. Il n'est, on le voit bien, qu'une utopie de plus, une rose en papier dans le champ où poussent les durs chardons des intérêts nationaux.

L'un des esprits les plus généreux que je connaisse, les mieux renseignés sur l'homme et les plus hostiles à la guerre, un pacifiste mais clairvoyant, me disait l'autre jour: « Dans l'état actuel de la situation politique mondiale, je n'oserais conseiller à personne, dans notre pays, de renoncer à prendre toutes les précautions militaires qui seules peuvent encore nous donner une garantie de survie. »

Une garantie de survie: N'est-ce point là ce que nous demandons de plus fondamental à notre DN, dans la perspective qu'aucun esprit raisonnable ne peut écarter d'un conflit qui mettrait notre existence en danger?

II.

Voilà qui nous amène, pas à pas, à définir une attitude nette face au désarroi que nous constatons un peu partout dans notre entourage.

La seule véritable question qui se pose, me semble-t-il, à tout citoyen suisse est la suivante: Voulons-nous continuer à vivre notre destin national tel que sept siècles d'histoire l'ont peu à peu défini? ou allons-nous nous résigner à confier notre avenir au bon vouloir d'autrui?

La question est d'ordre *politique*, bien entendu; elle se pose à l'ensemble du peuple suisse. Mais, je le répète, une politique n'a de chance

de réussite que si elle s'appuie sur une force. Et notre force ne saurait être seulement *morale* (notre prestige de nation pacifique et humanitaire); elle doit tenir, comme l'image de la Justice: le glaive à la main.

« Quelle politique réussit quand les armes succombent? » C'est une réflexion d'un très grand chef d'Etat moderne.

Je voudrais sortir un instant des limites que j'avais imposées à mes propos. J'ai tenté de définir une attitude pour le moins réservée, souvent même hostile, chez beaucoup de jeunes gens que je côtoie, que j'interroge et qui m'interrogent, à l'égard de notre DN. Je voudrais poser une autre question: Et nous, les aînés, chacun de nous, où en sommes-nous?

Je voudrais sans trop de pudeur ni d'hypocrisie descendre en ces fonds toujours un peu boueux où s'élaborent, plutôt que dans le champ clair de la conscience, les mauvaises pensées, comme aurait dit Valéry. Là-bas, dissimulés à la vue par des étages de bonnes habitudes conformistes, les refus que j'ai brièvement signalés ne sont-ils pas les nôtres? Bien de ces revendications souvent égoïstes ne se nourrissent-elles pas de tout ce que nous voyons, de tout ce que nous entendons, lisons, respirons aujourd'hui?

La guerre, finalement, n'est-elle pas la terrible invention des marchands d'armes et des trafiquants de roubles, de dollars, de barils de pétrole, ou la voie de quelque ambition césarienne, napoléonienne, wilhelmienne, stalinienne, nixonienne, nassérienne, hitlérienne: la litanie peut s'allonger à l'infini. N'a-t-elle pas toujours, à son origine, de basses intentions, de meurtrières idéologies, de fanatiques intolérances, et ce sont de malheureux poètes inconscients qui en magnifient la sublime sottise sous le couvert de quelques actes isolés, accomplis par des naïfs ou des vaniteux? La poésie aurait ainsi créé le mythe de la grandeur guerrière, de l'honneur chevaleresque et du sacrifice inutile. Au bout de cette démythification — ou démythification — n'allons-nous pas, nous aussi, consentir qu'un âne vivant vaut mieux qu'un lion mort?

Ce qui fait que nous devons sans cesse reconstruire à notre usage l'édifice de nos convictions.

La vie — notre vie — a-t-elle un sens?

Si nous ne trouvons pas de réponse à cette question fondamentale, à quoi bon nous obstiner à vivre? L'acte même d'exister relèverait plutôt de la lâcheté que du courage.

Si, au contraire, nous répondons que la vie est un don merveilleux; si nous l'aimons comme un bien souverain, alors toutes nos forces doivent tendre à l'améliorer, à la rendre toujours plus noble et toujours plus belle.

Longue entreprise d'une humanité qui, à travers toutes ses chutes, toutes ses guerres, toutes ses épidémies et ses famines, ses infirmités et ses catastrophes, ne cesse pourtant d'aspirer vers le haut, vers la santé, l'harmonie et le bonheur.

Malgré notre décadence présente, comment ne pas voir que jamais l'homme n'a encore autant entrepris pour améliorer la condition qui est la sienne?

Où, quand s'est-on pareillement soucié des malades, des infirmes, des pays sous-développés, des lépreux, des prisonniers, des abandonnés? Quand a-t-on ouvert davantage d'écoles, de cliniques, d'hôpitaux, de maisons de rencontres où les jeunes et les vieux peuvent trouver l'oubli de leur solitude? Quand s'est-on soucié avec plus d'insistance de limiter les horreurs des guerres et des catastrophes?

Ne seraient-ce pas là autant d'actes d'amour et d'espérance qui attestent que la vie est bonne et qu'elle mérite d'être vécue? Ce sont les désespérés qui rêvent de destruction et feraient, selon Baudelaire: ... de la terre un débris — et dans un bâillement avaleraient le monde...

Mais une vie ne peut être bonne que si elle est juste, si elle assure à chacun la dignité dans une égalité de droits que la liberté assure à chacun. Privé de liberté, l'homme est plus malheureux que la bête parce que la bête ignore sa disgrâce. Or, cette liberté exige une organisation sociale dont tous les membres sont solidaires, groupés par des besoins, des intérêts, des convictions identiques. De même que l'homme n'est pleinement libre que quand il domine pleinement ses choix par sa volonté, de même, cette communauté responsable du bonheur de ses membres doit disposer sans contraintes extérieures de la pleine liberté de ses mouvements.

Comment le pourrait-elle si elle se trouve livrée aux convoitises d'autres communautés? Nous n'avons qu'à penser aux désastres du colonialisme pour nous en convaincre.

Ce qui revient à dire que la démocratie la plus respectueuse des libertés a besoin d'une armée pour assurer à ses membres le plein usage de ce qui leur tient le plus à cœur: la plus complète disposition de leur destinée individuelle.

Notre unité nationale ne s'est pas faite autour d'un nom, d'une famille, d'une idéologie conquérante et orgueilleuse. Elle s'est constituée lentement, patiemment, autour d'une réalité bien concrète, bien tangible: le droit de vivre libre, accordé à chacun sur un morceau de terre qui nous appartient.

Or, les hommes dont la chronique du XIII^e siècle nous rapporte les noms ont su, dès le premier jour de leur existence communautaire, que ce bien souverain qu'ils détenaient, la liberté, ils devaient le défendre les armes à la main. Et le défendre au péril de leur vie car il vaut mieux être mort qu'être esclave.

Pas de couplets idéologiques: un pragmatisme d'hommes des montagnes nés dans la liberté qui leur avait appris la valeur absolue d'une existence que l'on conduit en maître, de l'âge adulte à la mort.

Quand on voulut leur arracher leur indépendance, ils se sont battus sans considérer leur faiblesse pour que leur vie ne se dégrade pas dans l'esclavage.

Renoncer à se défendre, pour une nation, c'est consentir à l'indignité de la servitude.

Moralement, c'est un suicide.

Il faut bien que j'y insiste car j'exprime ici ma conviction d'homme libre: j'affirme que dans l'état actuel du monde, un pays qui cesse d'assurer sa défense, en tant que nation, est un pays qui *accepte d'être rayé de la carte politique du monde*.¹

Le corollaire est que notre armée défensive est l'expression de notre volonté commune de conserver, sur notre sol, la pleine souveraineté démocratique qui assure le juste fonctionnement des institutions que notre peuple, à travers l'histoire, s'est données. Loin d'être un pari pour la mort, la volonté d'une défense totale est une manifestation d'espoir en face des incertitudes des temps que nous vivons.

Voici ma parenthèse refermée. Je l'estimais nécessaire pour éclairer le sens des réponses que nous avons à donner aux jeunes gens qui s'inquiètent et parfois souffrent de leur incertitude.

Je voudrais brièvement appuyer cet argument de la raison sur un exemple historique. Je ne retiendrai que le plus éclairant: la chute de l'ancienne Confédération, en 1798. (Cf: Dürrenmatt: *Histoire de la Suisse*.)

¹ C'est aussi un propos de Jacques Freymond.

A l'intérieur de cette lâche association de treize Etats, aucune unité profonde. Les villes tiennent les campagnes dans une situation de servitude. Même les cantons à landsgemeinde ont des colonies, ce qui dénote une curieuse conception de la démocratie. Dans les villes les plus importantes, des oligarchies économiques ou aristocratiques (les deux sont souvent combinées) ne laissent au peuple qu'un semblant de véritable liberté. Toute velléité de libération est sévèrement réprimée. Les incidents de Stäfa, dans le canton de Zurich, le prouvent nettement.

Face à l'extérieur, face à la France jacobine, en particulier, aucune politique commune ne se dessine. Qui la définirait dans cette incohérence des vies cantonales? La neutralité est si mal comprise et défendue dans la région de Bâle-Huningue, par exemple, que les Français et les Autrichiens qui s'y battent protestent en même temps *contre les insuffisances* des contrôles helvétiques. On limoge les commandants des milices, ce qui prouve bien que nous ne faisons pas notre devoir (1795).

Quand la Valteline, dépendante des Grisons, est annexée par la France à la République cisalpine, la Confédération ne lève pas un doigt pour protester (1797). Quand le Directoire occupe Genève, la vieille et fidèle alliée de Berne, personne ne s'indigne, et personne ne réagit quand la République voisine se déclare successeur juridique de l'Evêque de Bâle et fait occuper la Prévôté de Moûtier, l'Erguel et La Neuveville; après quoi les troupes de Brune pouvaient entrer à Berne sans tirer un coup de fusil. On ne tira pas davantage un coup de fusil le jour où les Français occupèrent Lausanne et le Pays de Vaud.

Lorsque la Diète est enfin convoquée en catastrophe, à Aarau, fin 1797, on prononce de beaux discours mais on ne prend aucune décision. On affirme la volonté d'une défense, on prête serment sur les vieilles alliances, on assiste même à un défilé militaire, puis les députés rentrent chez eux persuadés qu'il n'y a plus rien à faire. Et l'on ne fait rien. Le 17 janvier 1798, les Jacobins plantent en toute quiétude l'arbre de la liberté sur la place de Liestal. Les paysans s'emparent de quelques châteaux et la ville cède. Les gouvernements des cantons abdiquent les uns après les autres parce que le pays est miné par une « 5^e colonne » manipulée de Paris et remarquablement efficace.

Berne, la puissante République de Berne, va-t-elle au moins donner l'exemple de la Résistance? Sa réputation militaire était forte. En janvier, elle appelle ses troupes sous les drapeaux. En même temps,

le gouvernement s'adresse aux « chers et fidèles Confédérés » pour obtenir l'aide de tous. Allons-nous assister à un magnifique élan de volonté nationale? La dérobade fut humiliante.

L'historien Gagliardi estime que les Confédérés auraient pu mettre sur pied 200 000 hommes dont la plupart avaient reçu une solide formation militaire dans les régiments capitulés. Quelle armée étrangère aurait pu vaincre une telle armée?

Qu'arriva-t-il?

Le Gouvernement bernois est divisé. Un parti de la paix contre un parti de la guerre. Les premiers prêchent l'entente avec les Français; les seconds voudraient au moins se battre pour l'honneur. On se dispute interminablement. On parle avec Brune, en attendant des secours qui viendront peut-être.

Ils ont l'air d'arriver: d'Uri, 600 hommes; de Schwyz, 600 hommes; d'Unterwald, 320; 170 de Zoug et 400 de Glaris... (chiffres donnés par Dürrenmatt). Où étaient les puissants Zurichoïses? Le gouvernement avait porté des décrets de mobilisation, désigné un général. On en resta là. Où étaient les voisins lucernoïses? Des troupes mobilisées avaient pris le chemin de Berne: elles n'y arrivèrent jamais, minées par des dissidences. Pis encore: les contingents arrivés au secours de Berne se décomposent. Leurs gouvernements les rappellent; ils rentrent chez eux pour défendre « le sol natal ». Ils n'ont pas tiré un coup de feu sur l'envahisseur étranger, qui, avec 40 000 hommes, occupe le pays, lui dicte une nouvelle Constitution après s'être rempli les poches du trésor de Berne.

Avec Berne tombait la Confédération tout entière. Le Commissaire du Directoire, Lecarlier, le 28 mars 1798, pouvait annoncer *qu'il avait pris le pouvoir en Helvétie*. Où étaient les 200 000 défenseurs de la patrie? Où était la liberté, l'indépendance? La Confédération entraînait en servitude.

Nous n'aimons pas cette page humiliante de notre histoire. Elle nous livre le témoignage douloureux de nos faiblesses. Mais une défaite est utile quand elle impose une leçon, quand elle inspire un redressement, une résurrection.

Quelles que soient les différences que nous devons faire valoir entre cette fin du XVIII^e siècle et notre situation présente, dans notre pays, il reste qu'une décadence aussi catastrophique mérite d'être méditée.

Il nous faut d'abord constater que l'ancienne Confédération est

morte parce qu'elle avait perdu le sens de ce qui l'avait suscitée: l'amour de la liberté, de l'indépendance, dont tous les membres de la communauté se sentent profondément solidaires.

On voit aussi qu'une guerre est perdue d'avance quand on laisse se propager dans le pays, jusque dans les gouvernements, l'action subversive de l'ennemi, les idéologies pernicieuses qui ruinent toute volonté commune de défense. Une âme pourrie ne peut animer un corps sain.

D'autre part, la solidarité d'un peuple ne s'obtient pas seulement par des traités, des serments, des discours, mais par un idéal commun d'indépendance nationale.

Enfin, la chute de l'ancienne Confédération prouve que la politique n'a de valeur que si elle s'appuie sur une force déterminée et efficace, expression de la volonté d'un peuple convaincu de ses droits et décidé à les faire respecter au péril même de sa vie.

III.

On pourrait se demander, bien entendu, où irait la Suisse si elle abandonnait cette volonté de se défendre avec toutes ses forces matérielles, morales et spirituelles. Ce serait le sujet d'une autre réflexion.

Il serait aussi utile de montrer qu'une armée forte ne s'improvise pas, qu'elle ne pourra être efficace que si, jour après jour, ceux qui en ont la charge et la responsabilité se plient au devoir de la maintenir au plus haut degré de sa valeur.

C'est une obligation que nous impose notre simple instinct de conservation. Toute hésitation, tout retard, peut inciter à la mollesse, puis au désespoir devant une tâche trop difficile.

Oui, la guerre est le plus grand des maux. Faute de pouvoir la supprimer, il n'est donc pas trop coûteux de tout entreprendre pour la maintenir à l'écart de notre pays.

C'est affirmer du même coup que le principe de notre défense nationale, loin d'être périmé, s'impose à nous aujourd'hui comme hier. Qui oserait prétendre que nous ne vivions pas dans l'incertitude en face d'un avenir sur lequel pèse sans cesse le danger d'une guerre possible?

Colonel EMG Maurice ZERMATTEN